

Département du *GARD*

---

## **Plan des Services routiers occasionnels**

CONSEIL SUPERIEUR  
des  
TRANSPORTS

Commission des  
Transports Terrestres

T.T. 884 bis  
28 juin 1965

A V I S

TRANSPORTS PUBLICS DE VOYAGEURS

Plans de services occasionnels

Département du GARD

Le Conseil Supérieur des Transports (Commission des Transports Terrestres),

Saisi, pour avis, par le Ministre des Travaux Publics et des Transports du projet de plan de services occasionnels de transports routiers de voyageurs pour le département du GARD,

Sur le rapport de M. ALEZRA,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938 (Annexe A) et le décret du 12 janvier 1939,

Vu la loi du 5 juillet 1949, le décret du 14 novembre 1949 et le décret du 20 mai 1960,

Vu les arrêtés ministériels des 23 juin 1960, 25 juin 1960 et 19 juillet 1961,

Vu les circulaires ministérielles d'application des textes sus-visés,

Vu la loi n° 56-277 du 20 mars 1956 relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux,

Vu le décret n° 56-612 du 20 juin 1956 portant application aux entreprises de transports publics et de location de véhicules industriels des dispositions de la loi du 20 mars 1956 précitée,

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Transports (Commission des Transports Terrestres - document T.T. 704 bis) du 20 mai 1963 adressé à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports le 28 mai 1963 et la réponse de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (R.3. - n° 3.875/V) du 3 août 1963,

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré dans ses séances des 22 et 28 juin 1965,

EST D'AVIS :

que les documents A et C du plan de services occasionnels du GARD peuvent être approuvés sous réserve :

a) en ce qui concerne le document A :

- de définir comme suit la zone de prise en charge P.C. 2 :  
"canton du centre d'exploitation indiqué au document B, cantons limitrophes, cantons des localités desservies par les lignes régulières exploitées par l'entreprises au moment de la mise à l'enquête du projet de plan".

- de supprimer de la zone de desserte de moyenne distance les départements de la HAUTE-GARONNE et de la SAVOIE ; de retourner en conséquence le dossier à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports pour décision sur ce point et, si cette décision est conforme au présent avis, de renvoyer le dossier au département du GARD pour révision éventuelle des inscriptions en moyenne distance et en grande distance.

b) en ce qui concerne le document C :

- de remplacer les clauses figurant au chapitre II concernant la protection tarifaire des services réguliers par le texte ci-après conforme à la première partie de l'avis T.T. 704 bis susvisé :

"Les services occasionnels à la place de nature à concurrencer effectivement des services réguliers ferroviaires ou routiers devront comporter des tarifs d'au moins 10 % supérieurs aux tarifs consentis dans des conditions de services analogues par l'une quelconque des entreprises concurrencées".

Fait à Paris, le 28 juin 1965.

Le Vice-Président,

Le Secrétaire Général,

J. LAPEBIE.

R. THOMAS-COLLIGNON.

ST

CONSEIL SUPERIEUR  
des  
TRANSPORTS

-----  
Comité des Contestations  
-----

2ème Section  
2ème Section Bis

2° S.774 bis/2° S.<sup>bis</sup> 173 bis  
10 NOVEMBRE 1965

A V I S  
-----

TRANSPORTS PUBLICS de VOYAGEURS  
-----

Département du GARD  
-----

Plan de services occasionnels de voyageurs  
-----

Examen du document B et des réclamations individuelles  
-----

Le Conseil Supérieur des Transports (Comité des Contestations -  
2ème Section - 2ème Section Bis),

Saisi pour avis, par bordereau ministériel T.R.V. - n° 4.327 V. du  
15 Mars 1965, du projet de plan de services occasionnels de voyageurs du dépar-  
tement du GARD, les dispositions générales dudit projet ayant fait l'objet de  
l'avis T.T. 334 bis du 23 juin 1965 de la Commission des Transports Terrestres,

Sur le rapport de M. ALEZRA,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1933 (Annexe A) et le décret du 12  
Janvier 1939,

Vu la loi du 5 juillet 1949, le décret du 14 novembre 1949 et le  
décret du 20 mai 1960,

Vu les arrêtés ministériels des 23 juin 1960, 25 juin 1960 et 19 juil-  
let 1961,

Vu les circulaires ministérielles d'application des textes susvisés,

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Transports (Commission des Trans-  
ports Terrestres - document T.T. 704 bis) du 20 mai 1963 et la réponse de  
M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (R.3 - n° 3.375 V.) du  
3 Août 1963,

Vu les avis du Comité Technique Départemental des Transports du GARD  
(Section Spéciale) en date des 23 avril et 30 octobre 1964,

Vu la dépêche ministérielle n° I315 - 4327 V. du 16 août 1965,

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 10 novembre 1965,

.....



A) En ce qui concerne les entreprises suivantes :

CHALENCON, à St-Martin-de-Valamas (Ardèche)  
CHABANAS, à Serdiges-Mésilhac (Ardèche),  
JACOB, SOULIER et CHABAL, à St-Sauveur-de-Montagut (Ardèche),  
Les Circuits Touristiques de Provence, à Avignon (Vaucluse);

Considérant qu'il s'agit d'entreprises dont le centre d'exploitation est extérieur au département du GARD et que leur inscription au plan de ce département ne pourra être autorisée que lorsque leurs droits auront été définitivement fixés dans leur département d'origine et après une étude d'ensemble des requêtes de toutes les entreprises intéressées à laquelle devra procéder le Comité Technique Départemental des Transports lorsque les plans des divers départements voisins du GARD auront été approuvés;

EST d'AVIS qu'il y a lieu pour le moment de réserver le cas de ces quatre entreprises;

B) En ce qui concerne l'entreprise BOUISSE Frères, à Villeneuve-les-Avignon :

Considérant que cette entreprise était inscrite au projet de plan mis à l'enquête pour un véhicule en services à la place et services collectifs (G.D.) et un véhicule en services collectifs (M.D.); qu'elle a sollicité l'inscription de deux autocars supplémentaires en services à la place et services collectifs (G.D.) en faisant valoir, d'une part, le préjudice causé à sa ligne AVIGNON Gare - POINT d'AVIGNON Gare par la création d'un service d'autorails de la S.N.C.F. entre NIMES, POINT d'AVIGNON et AVIGNON et, d'autre part, le caractère déficitaire de son service régulier AVIGNON - ROCHEFORT - TAVEL;

Considérant que la Section Spéciale du Comité Technique Départemental des Transports qui a retenu cette requête semble avoir fait une juste appréciation des droits susceptibles d'être reconnus au profit de l'entreprise intéressée, mais que les deux véhicules supplémentaires dont l'utilisation serait ainsi autorisée devraient être inscrits au titre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 juin 1960, l'inscription de l'un d'entre eux devant au surplus être liée à l'exploitation du service régulier AVIGNON - ROCHEFORT - TAVEL;

EST d'AVIS qu'il y a lieu d'inscrire l'entreprise BOUISSE Frères sous le n° 6 du document B pour les véhicules suivants :

Au titre de l'article 1er de l'arrêté du 23 Juin 1960 :

- 1 autocar en services à la place (P.C.2 - G.D.) et services collectifs (P.C.1 - G.D.);
- 1 autocar en services collectifs (P.C.1 - M.D.);

.....

Au titre de l'article 2 du même arrêté :

- 1 autocar en services à la place (P.C.2 - G.D.) et services collectifs (P.C.1 - G.D.);
- 1 autocar en services à la place (P.C.2 - G.D.) et services collectifs (P.C.1 - G.D.) - cette dernière inscription étant liée à l'exploitation du service régulier AVIGNON - ROCHEFORT - TAVEL;

C) En ce qui concerne l'entreprise SCIOU - BENOIT et ses Fils, à ST Gilles (Les Rapides de Camargue);

Considérant que cette entreprise était inscrite au projet de plan mis à l'enquête pour un véhicule en services à la place et services collectifs (G.D.) et un véhicule en services collectifs (M.D.); qu'elle a sollicité l'inscription d'un véhicule supplémentaire en services à la place et services collectifs (G.D.) ainsi qu'un véhicule supplémentaire en services collectifs (M.D.);

Considérant que les éléments figurant au dossier conduisent à penser que c'est à bon droit que la Section Spéciale du Comité Technique Départemental des Transports a proposé de donner satisfaction à la requête de l'entreprise susvisée en l'inscrivant au plan, au titre de l'article 1er de l'arrêté du 23 juin 1960, pour deux véhicules en services à la place (P.C.2 - G.D.) et services collectifs (P.C.1 - G.D.) et deux véhicules en services collectifs (P.C.1 - G.D.);

EST d'AVIS qu'il y a lieu d'approuver les propositions de la Section Spéciale du Comité Technique Départemental des Transports en ce qui concerne l'entreprise SCIOU BENOIT et ses Fils et de rectifier en conséquence l'erreur d'inscription figurant sous le n° 41 du document B au nom de cette entreprise;

D) En ce qui concerne l'entreprise COUSTES, à Sommières :

Considérant que ce transporteur était inscrit au projet de plan mis à l'enquête pour un autocar en services à la place et services collectifs (G.D.) et un autocar en services collectifs (M.D.); qu'il a sollicité l'inscription de deux autocars supplémentaires;

Considérant que la Section Spéciale du Comité Technique Départemental des Transports qui a retenu cette requête semble avoir fait une juste appréciation des droits susceptibles d'être reconnus au profit de M. COUSTES en proposant de l'inscrire au plan pour deux véhicules supplémentaires dont l'un en services collectifs (M.D.) et l'autre en services à la place et services collectifs (G.D.);

Considérant toutefois que l'inscription de ce dernier véhicule, justifiée par une extension d'activité au cours de ces dernières années, doit être faite au titre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 Juin 1960;

.....

EST d'AVIS qu'il y a lieu d'inscrire M. André COUSTES sous le n° 20 du document B pour les véhicules ci-après :

Au titre de l'article 1er de l'arrêté susvisé :

- 1 véhicule en services à la place (PC.2 - G.D.) et services collectifs (PC.1 - G.D.);
- 2 véhicules en services collectifs (PC.1 - M.D.);

Au titre de l'article 2 du même arrêté :

- 1 véhicule en services à la place (PC.2 - G.D.) et services collectifs (PC.1 - G.D.).

E) En ce qui concerne l'entreprise BARSALOU, à Nîmes :

Considérant que ce transporteur était inscrit au projet de plan mis à l'enquête pour deux véhicules en services collectifs (M.D.); qu'il a sollicité son inscription au plan pour un véhicule supplémentaire susceptible d'être utilisé pour des services à la place et des services collectifs (G.D.);

Considérant que la Section Spéciale du Comité Technique Départemental des Transports a émis un avis défavorable au sujet de cette requête en tenant compte notamment du fait que M. BARSALOU n'exécutait plus aucun service régulier; mais qu'il ressort du dossier qu'en raison même des critères retenus à l'échelon local lors de l'élaboration du projet de plan, les justifications présentées par ce transporteur ainsi que son activité pendant la période de référence, permettait d'accorder à M. BARSALOU l'inscription supplémentaire qu'il a demandée;

EST d'AVIS qu'il y a lieu d'inscrire M. BARSALOU; au titre de l'article 1er de l'arrêté du 23 juin 1960, pour un troisième véhicule susceptible d'être utilisé pour des services à la place (PC.2 - G.D.) et des services collectifs (PC.1 - G.D.).

F) En ce qui concerne le document B en général :

EST d'AVIS qu'il y a lieu d'approuver ce document, compte tenu des modifications résultant des propositions qui précèdent et étant entendu :

- que, compte tenu de l'acte de cession du 29 mai 1951 entériné par le Comité Technique Départemental des Transports le 16 octobre 1951, l'entreprise inscrite sous le n° 25 du document B doit figurer dans la colonne 2 de ce document sous la désignation de : " DURAND Fernand " au lieu de : " DURAND Frères ";

- que sont réservées les demandes éventuelles d'entreprises dont les centres d'exploitation sont situés dans les départements voisins jusqu'à établissement des plans de transports de ces départements.

Délibéré à PARIS, le 10 novembre 1965,

LE PRESIDENT,  
E. FALLER.

LE SECRETAIRE,  
P. FILOCHE.

M.A.D.  
CONSEIL SUPERIEUR  
des  
TRANSPORTS

Plans de services  
occasionnels

CC. 439/TT. 884<sup>ter</sup>/2<sup>o</sup>S. 774<sup>ter</sup>/ 2S. bis 178<sup>ter</sup>

ARRETE MINISTERIEL adressé à TITRE d'INFORMATION  
(Approbation du plan de services occasionnels)  
du G A R D

MINISTERE de l'EQUIPEMENT

Paris, le 8 FEVRIER 1966

Direction des Transports  
Terrestres

Service  
des Transports Routiers  
et des Transports Urbains

TR.V. 2969 - 4369/V

A R R Ê T É

Le Secrétaire d'Etat aux Transports,

Sur la proposition du Directeur des Transports Terrestres ,

Vu le décret n° 66-76 du 26 janvier 1966 fixant les attributions du  
Secrétaire d'Etat aux Transports ;

Vu l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diver-  
ses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu le décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949 modifié par le décret  
n° 60-472 du 20 mai 1960, relatif à la coordination et à l'harmonisation des  
transports ferroviaires et routiers ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 relatif à l'établissement des  
plans de services occasionnels ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1960 instituant une section spéciale  
du Comité Technique Départemental des Transports ;

Vu le plan départemental de services occasionnels du GARD adopté par  
la section spéciale du Comité Technique des transports de ce département au  
cours de ses séances du 28 avril et du 30 octobre 1964 ;

Vu la lettre du Préfet du GARD en date du 1er mars 1965 ;

Vu les avis du Conseil Supérieur des Transports en date des 28 juin  
et 10 novembre 1965 ;

.../.

*Lex. Reg. M  
le 11/3/66*



A R R E T E :

Article 1er. -

Le plan susvisé de services occasionnels de voyageurs du département du GARD est approuvé sous réserve des cessions, des prescriptions ou des locations qui ont pu intervenir depuis la mise à l'enquête dudit plan, ainsi que sous les réserves suivantes :

- Réserves d'ordre général :

1°) La zone de prise en charge PC.2 définie au chapitre I du document A est annulée et remplacée par la zone suivante :

" Canton du centre d'exploitation indiqué au document B, cantons limitrophes, cantons des localités desservies par les lignes régulières exploitées par l'entreprise au moment de la mise à l'enquête du projet de plan".

2°) Les clauses inscrites au chapitre II du document C concernant la protection des services réguliers sont annulées et remplacées par la clause ci-après :

"Les services occasionnels à la place qui sont de nature à concurrencer effectivement des services réguliers ferroviaires ou routiers devront comporter des tarifs d'au moins 10% supérieurs aux tarifs consentis dans des conditions de services analogues par l'une quelconque des entreprises concurrencées".

3°) Le document B pourra, s'il y a lieu, être complété par une ~~liste~~ des entreprises ayant leur centre d'exploitation dans les départements voisins du GARD et dont la zone de prise en charge autorisée pour tout ou partie de leurs véhicules serait étendue à certaines régions du GARD, lorsque les droits de ces entreprises auront été fixés dans leur département d'origine.

- Réserves d'ordre particulier :

4°) L'inscription figurant au tableau B sous le n°6 au nom de l'entreprise BOUISSE Frères, à Villeneuve-les-Avignon, est annulée et remplacée par l'inscription suivante :

- Au titre de l'article 1er de l'arrêté du 23 Juin 1960 :

- 1 autocar autorisé pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et pour des services collectifs (PC.1 - GD.1).
- 1 autocar autorisé pour des services collectifs (PC.1 - MD.1).

- Au titre de l'article 2 du même arrêté :

- 1 autocar autorisé pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et pour des services collectifs (PC.1 - GD.1).

- 1 autocar autorisé pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et pour des services collectifs (PC.1 - GD.1) - cette dernière inscription étant liée à l'exploitation du service régulier AVIGNON - ROCHEFORT - TAVEL.

5°) L'inscription figurant au tableau B, sous le n° 41, au nom de l'entreprise SCIOU - BENOIT et ses Fils, à St-Gilles, est rectifiée comme suit :

- 2 véhicules au lieu de 1, autorisés au titre de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et pour des services collectifs (PC.1 - GD.1).
- 2 véhicules au lieu de 1, autorisés au titre du même article pour des services collectifs (PC.1 - GD.1).

6°) L'inscription figurant au tableau B, sous le n° 20, au nom de M. André COUSTES, à SONMIERES, est annulée et remplacée par l'inscription suivante :

- Au titre de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 :

- 1 véhicule autorisé pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et pour des services collectifs (PC.1 - GD.1).
- 2 véhicules autorisés pour des services collectifs (PC.1 - MD.1).

- Au titre de l'article 2 du même arrêté :

- 1 véhicule autorisé pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et pour des services collectifs (PC.1 - GD.1).

7°) M. BARSALOU André, à NIMES, est inscrit au tableau B, sous le n° 4, au titre de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 juin 1960, pour un véhicule supplémentaire susceptible d'être utilisé à la fois pour des services à la place (PC.2 - GD.1) et des services collectifs (PC.1 - GD.1).

8°) La désignation dans la colonne 2 du tableau B, de l'entreprise inscrite à ce document, sous le n° 25, est rectifiée comme suit :

"DURAND Fernand" au lieu de : "DURAND Frères".

#### Article 2. -

Un exemplaire du plan restera annexé au présent arrêté.

#### Article 3. -

Le Directeur des Transports Terrestres et le Préfet du département du GARD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 FEVRIER 1966  
Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur  
des Transports Terrestres,  
Signé : Ph. LACARRIERE

ST

CONSEIL SUPERIEUR  
des  
TRANSPORTS

2° S, 912 bis/2° S.bis 237 bis  
3 OCTOBRE 1963

-----  
Comité des Contestations

A V I S

-----  
2ème Section  
2ème Section Bis  
-----

TRANSPORTS PUBLICS de VOYAGEURS

-----  
Département du G A R D

-----  
PLAN de SERVICES OCCASIONNELS de VOYAGEURS

-----  
Requête de la Société des Transports Automobiles  
de MONDRAGON (S.T.A.M.)  
-----

Le Conseil Supérieur des Transports (Comité des Contestations,  
2ème Section, 2ème Section bis),

Saisi pour avis, par bordereau ministériel T.R.V, n° 4737 -  
84/3-1 du 15 mai 1963, d'une requête présentée par la Société des Trans-  
ports Automobiles de MONDRAGON (S.T.A.M.) en vue de l'inscription de vé-  
hicules supplémentaires au plan de services occasionnels de voyageurs du  
département du GARD,

Sur le rapport de M. ALEZRA,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1933 (Annexe A) et le décret  
du 12 janvier 1939,

Vu la loi du 5 juillet 1949, le décret du 14 novembre 1949 et  
le décret du 20 mai 1960,

Vu les arrêtés ministériels des 23 juin 1960, 25 juin 1960 et  
19 juillet 1961,

Vu les circulaires ministérielles d'application des textes  
susvisés,

Vu le plan de services occasionnels de voyageurs du GARD  
approuvé par arrêté ministériel du 3 février 1963,

Vu l'avis du Comité Technique Départemental des Transports  
du GARD (Section Spéciale) en date du 28 mars 1963,

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 3 octobre 1963,

.....

Considérant que l'inscription de 7 véhicules supplémentaires proposée par la Section Spéciale est justifiée par l'activité réelle de la S.T.A.M., ainsi qu'en témoigne le relevé des autorisations au voyage délivrées à cette entreprise entre le 1er janvier 1961 et le 31 décembre 1965; que cette inscription correspond à des besoins nouveaux résultant notamment de l'implantation d'un Centre du Commissariat de l'Energie Atomique, à MARCOULE;

Considérant que la limitation au canton de BAGNOLS-sur-CEZE de la zone de prise en charge est justifiée par la nature des besoins à satisfaire;

Considérant d'autre part que l'activité réelle exercée par l'entreprise en zone de grande distance entre 1961 et 1965 ne paraît devoir justifier que l'inscription de 2 véhicules dans cette zone;

Considérant enfin que les inscriptions au plan de services occasionnels du GARD, effectuées au titre de l'article 1er de l'arrêté du 23 juin 1960, ont été décidées sur la base de l'activité des entreprises au cours de la période de référence 1956-1960; que l'activité réelle motivant l'inscription de véhicules supplémentaires au nom de la S.T.A.M. s'est exercée entre 1961 et 1965; qu'en conséquence les inscriptions supplémentaires envisagées ne peuvent être accordées qu'au titre de l'article 2 de l'arrêté précité du 23 juin 1960;

EST d'AVIS qu'il y a lieu de compléter l'inscription figurant au nom de la Société des Transports Automobiles de MONDRAGON sous les n<sup>os</sup> 44, 44 bis et 44 ter au document B du plan de services occasionnels du GARD par l'inscription en services collectifs, au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 juin 1960, la zone de prise en charge étant limitée au canton de BAGNOLS-sur-CEZE, de 7 véhicules supplémentaires répartis comme suit en ce qui concerne les zones de desserte :

G.D.	2 véhicules
M.D.	5 véhicules.

Délibéré à PARIS, le 3 OCTOBRE 1968,

LE PRESIDENT,

LE SECRETAIRE,

ARNAUD,

R. MAURETTE,



M.A.D.

CONSEIL SUPERIEUR  
des  
TRANSPORTS

Comité des Contestations

Plans de services  
occasionnels

C.C. 592/2°S. 912<sup>ter</sup>/2°S. bis/237<sup>bis</sup>

ARRETE RECTIFICATIF concernant le plan de  
services occasionnels du G A R D.  
(conforme à l'avis 2°S. 912 bis/2°S. bis 237 bis du  
3 octobre 1968)

MINISTERE des TRANSPORTS

PARIS, le 20 NOVEMBRE 1968

----- C  
Direction des O  
Transports Terrestres P  
----- I  
Service des Transports Routiers E  
et des Transports Urbains  
-----  
T.R.V. 6482-30/3-4

A R R E T E

Le Ministre des Transports,

Sur la proposition du Directeur des Transports Terrestres,

Vu l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu le décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949 modifié par le décret n° 60-472 du 20 mai 1960, relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 relatif à l'établissement des plans de services occasionnels ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1960 instituant une section spéciale du Comité Technique Départemental des Transports ;

Vu le plan des services occasionnels de voyageurs du G A R D adopté par la section spéciale du Comité Technique Départemental des Transports au cours de ses séances des 28 avril et 30 octobre 1964 ;

Vu la lettre du Préfet du G A R D en date du 1er mars 1965 ;

Vu les avis du Conseil Supérieur des Transports en date des 28 juin et 10 novembre 1965 ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 février 1966 approuvant le plan de transport des services occasionnels du G A R D ;

Vu la réclamation présentée par la Société des Transports Automobiles de MONDRAGON (S.T.A.M.) ;

Vu l'avis du Comité Technique Départemental des Transports en date du 28 mars 1968 ;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Transports en date du 3 octobre 1968 ;

.....

^  
A R R Ê T E :

Article 1er. -

L'inscription figurant au nom de la Société des Transports Automobiles de Mondragon sous le n° 44 du document B approuvé par arrêté ministériel du 8 février 1966 est complétée comme suit :

"Ladite Société est inscrite au titre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 pour 7 véhicules supplémentaires autorisés à exécuter des services collectifs avec comme zone de prise en charge le canton de BAGNOLS-sur-CEZE et comme zones de desserte :

GD pour deux véhicules  
MD pour les cinq autres."

Article 2. -

Le Directeur des Transports Terrestres et le Préfet du département du GARD, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur  
des Transports Terrestres  
Signé : Ph. LACARRIERE

Département du G A R D

-----

P L A N

de

SERVICES OCCASIONNELS

-----

D O C U M E N T

**A**

- I - Zones de prise en charge
- II - Zones de desserte

# I - ZONES DE PRISE EN CHARGE

Numéros	Délimitation des zones
PC 1	Tout le territoire du département du GARD
PC 2	-Canton du centre d'exploitation ou du lieu de garage habituel du véhicule
	-Cantons limitrophes
	-Cantons traversés par le ou les services réguliers

# II - ZONES DE DESSERTE

Numéros	Délimitation des zones
GD 1	Tout le territoire métropolitain
MD 1	- Département du GARD
	- Départements limitrophes : HERAULT - AVEYRON - LOZERE - ARDECHE -VAUCLUSE - BOUCHES DU RHONE
	- Autres départements : AUDE - TARN - HAUTE LOIRE - DROME - PYRENEES ORIENTALES - CANTAL - ISERE - HAUTES ALPES - VAR - HAUTE GARONNE - RHONE - SAVOIE - ALPES MARITIMES - BASSES ALPES



Département du G A R D

-----

P L A N

de

SERVICES OCCASIONNELS

-----

D O C U M E N T **B** ~

Liste des entreprises

—

DEPARTEMENT DU GARD

PLAN

de Services Occasionnels

N°s d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'ar. 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Au titre de l'art. 2 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
45	STE Nlle CEVENTES CARS	NIMES	3 <u>7</u> 10		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
46	TAULAN Sully	LA GRAND-COMBE	2 2 <u>1</u> 5		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1 P C 1	G D 1 G D 1 M D 1	
47	THOMASSET Guy	ROBIAC	1 1 <u>-</u> 2	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- tation de la ligne : - ROCHESADOULE - ROBIAC
48	VACQUIER Henri	LE VIGAN	1	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- tation de la ligne : - BLINDAS - VISSEEC - LE VIGAN
49	VALETTE Louis	DURFORT	1	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- tation de la ligne : - DURFORT - SAUVE.
50	VEYRIE Marcel	LANUEJOLS	2	* 2	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- tation de la ligne : - LANUEJOLS - TREVES - LE VIGAN.
	RECAPITULATION :		<u>191</u>	<u>28</u>					
			219		92		204		

Numéro d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nbre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'Art. 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Au titre de l'Art. 2 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
1	ARLAUD Paul	BARJAC	2	* 1	PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	* Autorisation liée à l'exploitation de la ligne: - BARJAC - ST AMBROIX.
2	ATGER Armand	ST HIPPO. DU FORT	2 3 <u>5</u>	* 2	PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	* Autorisations liées à l'exploitation des lignes: - MONOBLLET - ST HIPPO- ANDUZE - ALES - LASALLE - ST HIPPO (Via ST BONNET).
3	AURAN & Cie	PONT ST. ESPRIT	2 5 <u>7</u>		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
4	BARSALOU André	NIMES	2		-	-	PC 1	MD 1	
5	BASSAGET Marcel	ALES	1	* 2	PC 2	GD 1	PC 1	GD 1	* Autorisations liées à l'exploitation des lignes : - NERS - ALES - NERS - UZES
6	BOUISSE Frères	VILLENEUVE LES AV.	3 1 <u>4</u>		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
7	BOVERO Paul	VILLENEUVE LES AV.	1 1 <u>2</u>		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	



N°s d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Service collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'article 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
8	BURGOA Denis	AIGREMONT	2 <u>1</u> 3		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
9	CACHON Marceau	SALINDRES	1 <u>1</u> 2		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
9 bis	CACHON Marceau Cédant : Chauvot	SALINDRES	2 <u>3</u> 5		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
10	CAMBE Germain	ROQUEMAURE	1 <u>3</u> 4		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
11	CHABALIER Georges	ST GENIES DE MALG.	2 1 2 <u>  </u> 5		P C 2 - -	G D 1 - -	P C 1 P C 1 P C 1	G D 1 G D 1 M D 1	
12	CHARAIX Charles (Les héritiers.)	BESSEGES	2	* 1 -	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- tation de la ligne : - Circuit de BESSEGES
13	CHEVALIER André	LA GRAND-COMBE	2				P C 1	M D 1	

N°s d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'article 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Au titre de l'article 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
14	CHIARIELLO Pascal	POMPIGNAN	2	* 1	PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	* Autorisation liée à l'exploita- tion de la ligne : - POMPIGNAN - ST HIPPOLYTE - DUREFORT.
15	Cie CHE. FER CAMARGUE	ARLES	1 2 3		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
16	COMPAN Roger	SOMMIERES	1 1 2		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
17	COULET René	LE VIGAN	1 1 1 3	* 1	PC 2 - -	GD 1 - -	PC 1 PC 1 PC 1	GD 1 GD 1 MD 1	* Autorisation liée à l'exploita- tion de la ligne : - LE NAZEL - LE VIGAN
18	COURRIERS DE P. & des C.	NIMES	8 3 5 16		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1 PC 1	GD 1 GD 1 MD 1	
18 bis	COURRIERS P.C. Cédant Félix Bouscary	NIMES	1 1 1 3		PC 2 - -	GD 1 - -	PC 1 PC 1 PC 1	GD 1 GD 1 MD 1	
18 ter	COURRIERS P.C. Cédant Rigal	NIMES	1 1 2		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 GD 1	

N°s d'ordre	Entreprises	Centre d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Service à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'article 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zona de desserte	
19	COURRIERS DU MIDI	MONTPELLIER	1 <u>2</u> 3	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'exploita- tion de la ligne : LE VIGAN-ARRIGAS
20	COUSTES André	SCHAIERES	2 <u>2</u> 4		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
21	CREISSENT Antoine	LES PLANTIER	1 <u>2</u> 3		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
22	CRUVEILLER Jacques	ST HIPPO. DU FORT	1	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'exploita- tion de la ligne : - LE SABEL - ST HIPPOLYTE
23	DANIEL Guy	ALES	2 <u>4</u> 6	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'exploita- tion de la ligne : - LA VERNAREDE - CHAMBORIGAUD.
24	DELICHÈRE Aimé	ST JULIEN LES ROSIERS	2 <u>3</u> 5		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 G D 1	
25	DURAND Frères	L'APTEMADOU	1 <u>2</u> 3		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 G D 1	

N°s d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'article 1 de l'arrêté du 23 JUN 1960	Au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 JUN 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
26	DUSFOURD Fernand	ST LAURENT d'AIG.	4 4 <u>8</u>		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
27	FAURE Marceau Ex : Jourdan	VALLON	1 1 <u>2</u>		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
28	FORT Emile	ST. JEAN DU GARD	2 2 <u>4</u>	* 2	PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	* Autorisations liées à l'explo- itation des lignes : - ST ANDRE DE VALBOURGNE - ST JEAN du GARD. - ST JEAN DU GARD - ALES.
29	GAZAGNON Louis	LA GRAND-COMBE	2 3 <u>5</u>		PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	
30	Vve LAFONT Daniel	ST JEAN DU GARD	2 1 2 <u>5</u>		PC 2 - -	GD 1 - -	PC 1 PC 1 PC 1	GD 1 GD 1 MD 1	
31	MERLE Georges	BAHNE (Ardèche)	1	* 1	PC 2	GD 1	PC 1 PC 1	GD 1 GD 1	* Autorisation liée à l'ex- ploitation de la ligne: - COURRY - ST. AMBROIX.
32	MONTET Paul	AULAS	2	* 1	PC 2 -	GD 1 -	PC 1 PC 1	GD 1 MD 1	* Autorisation liée à l'ex- ploitation de la ligne : - ARPHY - AULAS - LE VIGAN.

N°s d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'art. 1 de l'arrêté du 23 juin 1960	Au titre de l'article 2 de l'arrêté du 23 Juin 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
33	MOURGUES Fernand	ST LAURENT LE M.	1 <u>1</u> 2	* 2	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisations liées à l'ex- ploitation des lignes : - ST MARTIAL - SUMENE - GANGES - ST LAURENT LE MINIER - GANGES
34	PANSE Jean	VALLERAUGUE	2	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- itation de la ligne : - VALLERAUGUE - LE VICIN
35	PASCAL Ferdinand (les héritiers)	ALLES	4 <u>3</u> 7		- P C 2	- G D 1	P C 1 P C 1	G D 1 G D 1	
36	PERRET Joseph	LA GRAND-COINBE	1 <u>1</u> 2		P C 2	G D 1	P C 1 P C 1	G D 1 G D 1	
37	PIALOT Jean	DOURBIES	1 <u>1</u> 2	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- itation de la ligne : - DOURBIES - ST JEAN DU BRUEL
38	POINIER Marcel	ST VICTOR LA COSTE	1		-	-	P C 1	M D 1	
39	ROUX Charles	LASALLE	1	* 3	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisations liées à l'ex- ploitation des lignes : - LASALLE - COGNAC - LASALLE - THOIRAS - LASALLE - SOUDORGUES



N° s d'ordre	Entreprises	Centres d'Exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		OBSERVATIONS
			Au titre de l'art. 1 de l'arrêté du 23 JUN 1960	Au titre de l'art. 2 de l'arrêté du 23 JUN 1960	Zones de prise en charge	Zone de desserte	Zones de prise en charge	Zone de desserte	
40	SANCHEZ Germaine	NIMES	1 1 <u>2</u>	* 1	P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	* Autorisation liée à l'explo- tation de la ligne : - POULX - NIMES.
41	SCIU-BENOIT & ses Fils	ST GILLES	1 1 <u>2</u>		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
42	Société Transports SOUSTELLE & Fils	LE MARTINET	2 2 2 <u>6</u>		P C 2 - -	G D 1 - -	P C 1 P C 1 P C 1	G D 1 G D 1 M D 1	
43	Sté GARDOISE DE TRANSPORTS	VAUVERT	3 5 <u>8</u>		P C 2 -	G D 1 -	P C 1 P C 1	G D 1 M D 1	
44	Sté TRANSPORTS AUT. de MONDRAGON	BAGNOLS S/CEZE	1 1 <u>2</u>		P C 2	G D 1	P C 1 P C 1	G D 1 G D 1	
44 bis	MONLEAU Claudius	MONTFRIN	1 2 <u>3</u>		P C 2	G D 1	P C 1 P C 1	G D 1 G D 1	
44 Ter	Sté TRANSPORTS AUT. de MONDRAGON Cédant : ALIERAS.	BAGNOLS S/CEZE	1		-	-	P C 1	M D 1	

Département du G A R D

-----

P L A N

de

SERVICES OCCASIONNELS

-----

D O C U M E N T

C

- Dispositions particulières

I - Liste des services à la place pouvant ne pas ramener les voyageurs au point de départ.

:	:	Nombres des véhicules	:	:	:
:	Entreprises	autorisés	:	Relations	Observations
:	:	au titre de	:	au titre de	:
:	:	l'art.1 de	:	l'art.2 de	:
:	:	l'arrêté du	:	l'arrêté du	:
:	:	23.6.60	:	23.6.60	:
:	:	:	:	:	:
:	:	NEANT	:	NEANT	:
:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:

II - Conditions d'exploitation imposées aux services occasionnels pour qu'ils ne fassent pas concurrence aux services réguliers.

Tarifs -

Lorsqu'un service occasionnel offert à la place est assuré sur une relation où une autre entreprise exploite déjà un service régulier ferroviaire ou routier, le prix demandé doit être au moins égal au prix pratiqué dans des conditions comparables par le service régulier routier, majoré de 20 %.

Par dérogation à ces dispositions, les entreprises exploitant des services réguliers et désirant exécuter des services occasionnels sur des itinéraires desservis par les dits services réguliers, ne sont pas tenues à appliquer la majoration de prix de 20 % sous réserve d'un accord tarifaire à intervenir entre les entreprises existantes.

III - Autres dispositions -

NEANT

## PLAN DE TRANSPORT DU GARD

N°	Dates	Analyse des pièces microfilmées	Nombre de pages
1	18.11.1936/10.3.1938	Suppression du service Voyageurs sur la ligne Alès - l'Ardoise + avis du CST	3
2	21.12.1938	Ligne Le Grau du Roi - Nîmes	1
3		Observations sur les fermetures de lignes Uzès - Nozières et Sommières - Lunel	6
4	11.5.1939	Ligne Tournemire - Roquefort - Le Vigan	2
5	17.2.1940	Suppression du service Nîmes - Le Grau-du-Roi maintien du service Lalevade - Alès	1
6	10.10.1941	Ligne Nîmes - Montpellier	2
7	8.12.1942	Acceptation par le ministre des réductions de services	2
8	26.5.1943	Observations SNCF sur le plan de transport	2
9	24.7.1946	Lignes Peyraud - La Voulte et Le Teil - Remoulins	1
10	02.5.1949	Ligne Alès - St Jean du Gard	1
11	23.7.1949/18.10.1949	Service routier de remplacement Bouillargues - St Gilles	4
12	22.10.1954	Avis du CST relatif au service routier du Grand'Combe - Alès (entreprise GAZAGNON)	2
13	27.6.1950/07.8.1950	Avis du CST relatif au service routier Le Vigan Nîmes (entreprise TEISSONNIERE)	2
14	23.5.1953	Avis du CST concernant la relation Nîmes - Avignon	3
15	10.5.1955/17.4.1956	Augmentation sans autorisation des fréquences des services routiers dans le département + avis du CST	15
16	22.6.1956/21.2.1958	Avis du CST concernant la demande de création d'un service Le Grau du Roi/Nîmes (entreprise DUSFOURD)	4
17	05.7.1961	Avis du CST relatif à la section de ligne Alès - Montpellier par "Les Courriers du Midi"	2
18	17.5.1968	Avis du CST concernant la ligne Le Vigan - Alès (entreprise Les Courriers de Provence et des Cévennes)	2
19	07.6.1968	Correspondance SNCF/établissement Auto-Service	2

543 132 K

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

4<sup>me</sup> Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Gard

Nos	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
		Arrêté approuvé du plan
1	11-2-40	Subvention à accorder à Entrep. 1 <sup>re</sup> Int. Laroque - Nîmes par Remoulins Pilon
2	17-2-40	Service Nîmes - Le Grand Roi - "La levade - Als" - "Lebm"
3	15-2-40	Suppression garantie 1 <sup>re</sup> liaison "Nîmes - Pont d'Avignon" Pilon
4	22-3-40	Fermeture de la gare de l'Arboise au trafic des voyageurs Pilon
5	2-4-40	Note verbale à St. Victor - Desserte localité d'Amussens
6	11-4-40	Approbation Avenant Le Martinet - St Julien - les - Bains
7	11-5-40	1 <sup>re</sup> Nîmes - Vauvert



543.132

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

4<sup>e</sup> Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

## Plan de transport

Gard

N°	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
1	18-11-36 9. 8. 38	Suppression du service Alès - L'Ardoise Interdiction du "Téti-Meridional" concernant fermeture de ligne Pilon
2	10-3-38 25. 7. 38	AVIS CST Arrêté approuvant fermeture d'Alès d'Ardoise Pilon
3		Plan de transport
4	25-8-38 30 8 38	Arrêté CST bonnet d'Ar. d'Alès proteste contre suppression éventuelle de L. Martinet-Tarascon au 1 <sup>er</sup> Voy Pilon
5	4 10 38	Observations concernant le rapport et le plan Pilon
6	21 12 38	Maintien de trains de voyageurs et le Grau du Roi - Nîmes Pilon
7	24 12 38	Arrêté ministériel du 26/12 approuvant le plan Pilon
8	26 12 38	Intransigeance de M <sup>r</sup> Lafont dans la discussion du prix de revient du 1 <sup>er</sup> Sommier Nîmes Pilon
9	26 12 38	Desserte marchandises de la ligne Alès - L'Ardoise Pilon
10	19 1 39	Lettre à M <sup>r</sup> Mourier sénateur relative à "Avignon - Remoulins - Alès" Pilon
11	21 1 39	Tarifs tarifaire et Montpellier - Site et Montpellier - Nîmes Cl. B. Tarifs Hérault
12	25 1 39	Refus d'accepter comme service de rempl <sup>t</sup> le service de M <sup>r</sup> Cambre entre Sauveterre et Remoulins Pilon
13	30 1 39	Examen de la SNCF devant le CTD pour chemin de fer de la Camargue Pilon
14	4 2 39	Protestation municipalité d'Alès contre 1 <sup>er</sup> Alès - Nîmes et Alès - Alès - Remoulins - Avignon
15	3 39	Desserte de la localité de Vénéjan Pilon (réclamation)
16	16 3 39	Protestation contre suppression de nombreux trains entre Montpellier et Nîmes
17	19 4 39	- du maire de 1 <sup>er</sup> Etienne des Sorts
18	16 5 39	Etude p <sup>r</sup> fermeture Sommier - Le Vigan
19	15 6 39	Pourparlers avec "Cévennes-Cars" pour faire n <sup>o</sup> dans 1 <sup>er</sup> "Alès-Lunel", "Nîmes-L. Grau du Roi", "Remoulins-Tarascon-Alès" Pilon

543.132 R.

S. N. C. F.  
SERVICE COMMERCIAL  
4<sup>e</sup> Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Gard

I

NUMÉROS	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
1	20.8.1940	Services routiers parallèles
2	14.10.1940	Difficultés avec l'I.C. du P.C. pour régularisation des fermetures de lignes effectuées d'office.
3	10.5.1941	Suppression du service de remplacement Uzès - Nîmes.
4	-	Plan de transport
5	16.10.1941	Deserte de la ligne Nîmes - Montpellier Film
6	23.10.1941	Arrêté approuvant du 3.10.41. Donier
7	10.3.1942	Deserte de la ligne St-Rome-de-Cernon - Le Vigan Plan
8	9.5.1942	Arrêté ministériel du 14.4.42, rectifiant le plan.
9	1.6.1942	Lettre à M. Bachet concernant la modification de l'itinéraire entre Alès - L'Arrière de la S.G.T.D. Plan
10	17.6.1942	Arrêté ministériel du 28.5.42, modifiant le plan. Donier
11	20.7.1942	Arrêté ministériel du 30.7.42, modifiant le plan
12	5.11.1942	Deserte de la ligne Tarascon - Remoulins - Uzès (voir également n° 21) réclamation Plan
13	2.12.1942	Observation de la SNCF sur propositions de réduction de services routiers faits par l'I.C. du P.C. Plan
14	8.12.1942	D.M. concernant la proposition de réduction de services routiers de la 16 <sup>e</sup> Circonscription Régionale Film
15	-	Deserte des lignes Pont d'Avignon - Nîmes et Pont d'Avignon - Pont St-Esprit Plan
16	-	Deserte de la ligne de Nîmes à Tarascon et Avignon. Film
17	29.3.1943	Demande tendant à faire ajouter une voiture 3 <sup>e</sup> cl aux tr. et march. <sup>plus</sup> de la ligne Alès - St-Jean-de-Jard Plan
18	26.5.1943	Plan réduit et D.M. du 26.7.43 approuvant le plan. Film
19	28.8.1943	Demande de M.V. sur la ligne Tourmemine - Le Vigan. Plan
20	22.11.1943	D.M. complétant le plan réduit
21	-	Suppression ou réduction de services routiers par manque de pneumatiques. Plan
22	26.12.1945	Deserte de la ligne Alès - Quissac. Plan



NUMEROS

DATES

ANALYSE DES PIÉCES

- |    |             |  |
|----|-------------|--|
| 23 | 12. 1. 1946 | Deserte de la ligne Tournemire - Le Vigan Film   |
| 24 | 1. 4. 1946  | Deserte de la ligne Uzès - Remoulins - Tarascon (voir égalem <sup>t</sup> n° 12)   |
| 25 | 24. 7. 1946 | Deserte de lignes Peyraud - La Voulte et Le Teil - Remoulins Film  |
| 26 | 3. 1. 1947  | Deserte routière des relations Nîmes - Alès et Arignon - Nîmes Pilon (réclamation)                                       |
| 27 | 23. 7. 1948 | Service parallèle Nîmes - Alès du "Cévennes-Cars"  |
| 28 | 4. 8. 1948  | Deserte de la ligne Lyon - Nîmes (Réouverture éventuelle de certains gares - lettre du 6. 11. 50)<br>réclamation (Pilon) |

543.132 R.

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

4<sup>e</sup> Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Gard

II

NUMÉROS	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
29	6-5-1949	Demande de création d'un service d'autobus entre Alès et St-Jean-du-Gard film
30	23-7-1949	Réouverture du gare de Marguerittes et St-Gervasy-Bespuce, ligne de Nîmes à Remoulins
31	18-10-1949	Avis CST au sujet du remplacement par un service routier de la V.F.L. Bouillargues-St-Jilles film
32	8-3-1950	Réouverture éventuelle de certaines gares de la ligne Nîmes-Pont-St-Esprit
33	27-6-1950	Avis CST au sujet de l'aug. de fréquence du service Le Vigan-Nîmes (N° <sup>re</sup> Telsomrière) film
34	9-9-1950	Déserte de la ligne Alès-Nîmes
35	7-11-1950	Avis CST au sujet du rétablissement du service Nîmes-Alès (Revenue Cars) - D.M. du 11-12-50 Pilon
36	27-3-1951	Rétablissement éventuel de l'autobus Alès-St-Jean-du-Gard film
37	25-7-1951	Tarif des services routiers parallèles Pilon
38	14-12-1951	Suppression à l'Endicatin Chari de services routiers Nîmes-Alès, Nîmes-Le Grau-du-Roi-Nîmes-Arignon Pilon
39	20-12-1951	" " " " de services routiers Nîmes-Montpellier, Montpellier-Sète, Montpellier-Sommières (1952)
40	25-1-1954	Déserte de la ligne La Grand'Combe-Alès (Avis du CST du 22-10-54) film
41	15-1-1954	Déserte de la ligne Nîmes-Sommières-Le Vigan Pilon (étude)
42	25-6-1954	Bilun de la ligne Nîmes-Le Grau-du-Roi Pilon
43	22-1-1955	Augmentation de fréquence des services routiers de voyageurs, sans autorisation ministérielle film
44	27-1-1955	Projet de fermeture des services omnibus de la ligne Nîmes-Arignon Pilon
45	26-5-1955	Avis CST au sujet de la création d'un St Le Grau-du-Roi-Nîmes (Ent. DUSTOIR) film
46	23-5-1958	Avis CST au sujet de la déserte de la relation routière Nîmes-Arignon film
47	28-4-1959	Service routier Alès-St-Jean-du-Gard film
48	5-7-1961	Avis CST au sujet de l'aug. d'un AR sup <sup>re</sup> entre Alès et Montpellier par chemin Montpellier-Aigremont (La Courne, du Midi) film



## 4 ème Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

G A R D

III

100